

F. 95 — 1132

6 AVRIL 1995

Loi relative aux régimes de pensions complémentaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Objectif et champ d'application de la loi

Article 1^{er}. La présente loi a pour objectif de régler en matière de pensions complémentaires les relations entre employeur et travailleur salarié liés par un contrat de travail, de fixer la procédure à suivre lors de l'instauration d'une pension complémentaire dans l'entreprise, de protéger les droits et les réserves de pensions constitués par les travailleurs salariés et d'élargir la participation des travailleurs salariés.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° pensions complémentaires : les pensions de retraite ou de survie ou la valeur en capital qui y correspond, qui sont octroyées sur la base des versements de l'employeur et/ou des versements obligatoires du travailleur salarié aux travailleurs salariés d'une entreprise ou à leurs ayants droit en complément d'une pension fixée en vertu d'un régime légal;

2° engagement de pension : l'engagement collectif conclu par un employeur au profit de travailleurs ou d'une catégorie de travailleurs en vue de la constitution d'une pension complémentaire;

3° affilié : le travailleur salarié occupé en exécution d'un contrat de travail au profit duquel l'employeur conclut l'engagement de pension;

4° règlement de pension : le règlement où sont stipulés les droits et obligations de l'employeur, des affiliés et de leurs ayants droit et dans lequel sont fixées les règles relatives à la mise en œuvre de l'engagement de pension;

5° la loi du 9 juillet 1975 : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

6° prestations acquises : les obligations qui incombent à tout moment à l'employeur à l'égard de l'affilié en matière de pension complémentaire;

7° réserve acquise : la valeur actuelle des prestations acquises;

8° organisme de pension : un organisme, visé à l'article 2, § 1^{er} ou § 3 de la loi du 9 juillet 1975, chargé de la mise en œuvre de l'engagement de pension;

9° l'Office de Contrôle des Assurances : l'établissement public créé par l'article 29 de la loi du 9 juillet 1975.

CHAPITRE II. — Instauration, modification et abrogation d'un régime de pensions complémentaires

Art. 3. § 1^{er}. La décision d'instaurer, modifier ou abroger un régime de pension complémentaire relève de la compétence exclusive de l'employeur.

Toute pension complémentaire est régie par un règlement qui stipule les droits et obligations de l'employeur, des affiliés et de l'organisme de pension ainsi que des autres membres de personnel, en matière d'affiliation.

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires n° 1735. — Projet de loi, n° 1. — Amendements, n° 2. — Rapport, n° 3.

Annales de la Chambre des représentants. Séance du 15 mars 1995.

Sénat.

Documents parlementaires n° 1365, 94/95. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1. — Rapport, n° 2.

Annales parlementaires. — Séance du 3 avril 1995.

N. 95 — 1132

6 APRIL 1995

Wet betreffende de aanvullende pensioenen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Doel en toepassingsgebied van de wet

Artikel 1. Deze wet heeft tot doel de betrekkingen te regelen die tussen de werkgever en de door een arbeidsovereenkomst verbonden werknemer inzake aanvullende pensioenen kunnen ontstaan, de procedure vast te leggen die bij de invoering van een aanvullend pensioen in de onderneming moet worden gevolgd, de pensioenrechten en reserves te beschermen die door de werknemers worden opgebouwd en de inspraak van de werknemers uit te breiden.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° aanvullende pensioenen : de rust- of overlevingspensioenen of de ermee overeenstemmende kapitaalswaarde die aan werknemers van een onderneming of aan hun rechthebbenden op basis van de stortingen van de werkgever en/of de verplichte stortingen van de werknemer worden toegekend ter aanvulling van een krachtens een wettelijke regeling vastgesteld pensioen;

2° pensioentoezegging : de collectieve toezegging door een werkgever aan de werknemers of een categorie van de werknemers met betrekking tot een aanvullend pensioen;

3° aangeslotene : de in uitvoering van een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde werknemer aan wie de werkgever de pensioentoezegging doet;

4° pensioenreglement : het reglement waarin de rechten en verplichtingen van de werkgever, van de aangeslotenen en hun rechthebbenden bepaald worden, en waarin de regels vastgesteld worden die betrekking hebben op de uitvoering van de pensioentoezegging;

5° de wet van 9 juli 1975 : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

6° verworven prestaties : de verplichtingen die de werkgever inzake aanvullend pensioen op ieder ogenblik heeft ten aanzien van de aangeslotene;

7° verworven reserve : de actuele waarde van de verworven prestaties;

8° pensioeninstelling : een instelling, bedoeld in artikel 2, § 1 of § 3 van de wet van 9 juli 1975, die wordt belast met de uitvoering van de pensioentoezegging;

9° de Controledienst voor de Verzekeringen : de openbare instelling opgericht bij artikel 29 van de wet van 9 juli 1975.

HOOFDSTUK II. — Invoering, wijziging en opheffing van een stelsel van aanvullende pensioenen

Art. 3. § 1. De beslissing tot invoering, wijziging of opheffing van een stelsel van aanvullend pensioen behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van de werkgever.

Elk aanvullend pensioen wordt beheerst door een pensioenreglement dat de rechten en plichten van de werkgever, de aangeslotenen en de pensioeninstelling, alsmede van de andere personeelsleden inzake aansluiting bepaalt.

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden nr. 1735. — Wetsontwerp, nr. 1. — Amendementen, nr. 2. — Verslag, nr. 3.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Vergadering van 15 maart 1995.

Senaat.

Parlementaire bescheiden nr. 1365, 94/95. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 1. — Verslag, nr. 2.

Parlementaire bescheiden. — Vergadering van 3 april 1995.

§ 2. Toutefois, si le régime de pension complémentaire prévoit, lors de son instauration ou à un moment ultérieur, que le travailleur contribue personnellement au financement de l'engagement de pension et que cet engagement vaut pour tous les travailleurs de l'entreprise, la décision est en ce cas :

1° prise par convention collective lorsqu'il existe, au sein de l'entreprise, un conseil d'entreprise ou un comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

2° prise par le truchement d'une modification du règlement de travail, dans toutes les autres entreprises.

CHAPITRE III. — Conditions d'adhésion et fixation des droits

Art. 4. Tout employeur qui conclut un engagement de pensions au profit des travailleurs ou d'une partie des travailleurs, ne peut créer de distinctions illicites entre les travailleurs de son entreprise qui appartiennent à une même catégorie.

Art. 5. En ce qui concerne les années de service prestées après le 17 mai 1990, l'engagement de pension ne peut contenir aucune discrimination entre les hommes et les femmes, étant entendu que des différences en matière de pension complémentaire ne peuvent se justifier que par les espérances de vie respectives des hommes et des femmes.

Art. 6. § 1er. Les travailleurs qui, au moment de l'instauration de l'engagement de pension, sont déjà au service de l'employeur, ne peuvent être tenus d'adhérer au régime de pension complémentaire, sauf si celui-ci a été instauré par convention collective de travail. Sauf si le règlement de pension prévoit la possibilité de surseoir à l'affiliation, le refus du travailleur dispense l'employeur de toute obligation existant dans le cadre du régime de pension complémentaire à l'égard du travailleur concerné.

§ 2. Toute modification de l'engagement de pension qui donne lieu à une augmentation des obligations de l'affilié le dispense, s'il le demande, de participer à la modification du régime. Le cas échéant, l'employeur est dispensé, à l'égard du travailleur concerné, de toute obligation complémentaire résultant de la modification du régime de pension.

Art. 7. L'engagement de pension est immédiat pour les affiliés à partir de l'âge de 25 ans. L'affilié peut faire valoir des prestations acquises après un an de service auprès de l'employeur duquel émane l'engagement de pension.

Art. 8. Les travailleurs non occupés à temps plein bénéficient au moins des mêmes droits de pension qu'un travailleurs à temps plein, compte tenu toutefois de la réduction du temps de travail.

Art. 9. L'employeur communique au moins une fois par année les prestations acquises à l'affilié.

Art. 10. Les prestations à une pension de retraite qui sont acquises dans le chef de l'affilié sont à tout moment :

— au moins égales aux prestations qui correspondent à la réserve qui doit être financée en vertu des arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975 lorsque l'engagement de pension implique l'engagement du paiement d'une cotisation de pension;

— si l'engagement de pension implique l'engagement de paiement d'une pension complémentaire, au moins égale aux prestations correspondantes à la réserve minimale, telle qu'elle est fixée dans les arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975 et, en tout cas, au moins égale à la différence entre la pension de retraite à laquelle l'affilié aurait pu prétendre s'il était resté au service de l'employeur jusqu'à l'âge de la pension, et la pension de retraite à laquelle il aurait pu prétendre s'il avait été affilié à partir de ce moment jusqu'à l'âge de la pension. Pour déterminer la différence, il est tenu compte des données à ce moment précis. Les règles d'actualisation reprises au règlement de pension ne peuvent pas conduire à des valeurs actuelles inférieures à celles imposées en exécution de la loi du 9 juillet 1975.

Art. 11. § 1er. L'employeur est tenu, à l'expiration du contrat de travail, d'apurer les réserves manquantes. Celles-ci sont calculées sur la base des tables de mortalité prévues en exécution de la loi du 9 juillet 1975 et du taux d'intérêt qui, en vue de la détermination des prestations acquises, sont utilisés lors du calcul du financement minimum prévu en exécution de cette même loi. A cette fin, il est tenu compte des règles d'actualisation reprises dans le règlement de pension.

§ 2. Indien evenwel het stelsel van aanvullend pensioen, bij zijn invoering of op een later tijdstip, in een persoonlijke bijdrage van de werknemer tot financiering van de pensioentoezegging voorziet en de toezegging voor alle werknemers in de onderneming geldt, wordt de beslissing :

1° genomen bij collectieve arbeidsovereenkomst wanneer in de onderneming een ondernemingsraad, of een comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen werd opgericht;

2° genomen door middel van een wijziging van het arbeidsreglement voor alle andere ondernemingen.

HOOFDSTUK III. — Toetredingsvoorwaarden en vaststelling van de rechten

Art. 4. Elke werkgever die aan de werknemers of een deel van de werknemers een pensioentoezegging doet, mag geen ongeoorloofd onderscheid maken tussen de tot eenzelfde categorie behorende werknemers van zijn onderneming.

Art. 5. Met betrekking tot de dienstjaren gepresteerd na 17 mei 1990 mag de pensioentoezegging geen discriminatie bevatten tussen mannen en vrouwen met dien verstande dat verschillen inzake aanvullend pensioen enkel kunnen worden verantwoord door de respectievelijke levensverwachtingen van mannen en vrouwen.

Art. 6. § 1. Werknemers die op het ogenblik waarop de pensioentoezegging wordt ingevoerd reeds in dienst zijn van de werkgever, kunnen, tenzij het stelsel bij collectieve arbeidsovereenkomst werd ingevoerd, niet worden verplicht om tot het stelsel van aanvullend pensioen toe te treden. Behoudens wanneer het pensioenreglement in de mogelijkheid voorziet om de toetreding uit te stellen, ontslaat de weigering van de werknemer de werkgever van iedere, in het raam van het aanvullend pensioenstelsel bestaande verplichting ten aanzien van de betrokken werknemer.

§ 2. Iedere wijziging van de pensioentoezegging die tot een vermeerdering van de verplichtingen van de aangeslotene leidt, ontslaat deze indien hij daarom verzoekt, van deelname in de wijziging van het stelsel. In voorkomend geval wordt de werkgever ten aanzien van de aangeslotene ontslagen van iedere bijkomende verplichting die volgt uit de wijziging van het pensioenstelsel.

Art. 7. De pensioentoezegging is onmiddellijk voor de aangeslotene die ten minste de leeftijd van 25 jaar heeft bereikt. De aangeslotene kan na 1 jaar tewerkstelling bij de werkgever van wie de pensioentoezegging uitgaat, verworven prestaties laten gelden.

Art. 8. Voor werknemers die niet voltijds tewerkgesteld zijn gelden ten minste dezelfde pensioenrechten als voor voltijdse werknemers, maar rekening gehouden met de vermindering van arbeidsduur.

Art. 9. De werkgever deelt tenminste éénmaal per jaar aan de aangeslotene de verworven prestaties mee.

Art. 10. De verworven prestaties op een rustpensioen in hoofde van de aangeslotene zijn op ieder ogenblik :

— ten minste gelijk aan de prestaties die overeenkomen met de reserve die gefinancierd moet zijn op grond van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975 wanneer de pensioentoezegging een toezegging tot betaling van een pensioenbijdrage inhoudt :

— indien de pensioentoezegging een toezegging tot betaling van een aanvullend pensioen inhoudt, ten minste gelijk aan de prestaties die overeenkomen met de minimumreserve zoals bepaald in de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975 en in ieder geval ten minste gelijk aan het verschil tussen het rustpensioen, waarop de aangeslotene aanspraak had kunnen maken indien hij tot de pensioenleeftijd in dienst van de werkgever was gebleven, en het rustpensioen, waarop hij aanspraak had kunnen maken indien hij aangesloten geweest zou zijn vanaf dat ogenblik tot de pensioenleeftijd. Bij de vaststelling van het verschil wordt rekening gehouden met de gegevens op dat ogenblik. De in het pensioenreglement opgenomen actualisatieregels mogen geen lagere actuele waarden opleveren dan deze opgelegd in uitvoering van de wet van 9 juli 1975.

Art. 11. § 1. De werkgever is ertoe gehouden bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst de tekorten van de reserves aan te zuiveren. Deze worden berekend op basis van de in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 voorziene sterfvetten en de intrestvoet die, met het oog op de vaststelling van de verworven prestaties, gebruikt wordt bij de berekening van de in uitvoering van dezelfde wet voorziene minimumfinanciering. Hierbij wordt rekening gehouden met de in het pensioenreglement opgenomen actualisatieregels.

§ 2. A l'expiration du contrat de travail, l'employeur en avise l'organisme de pension au plus tard dans les trente jours. L'organisme de pension communique, au plus tard dans les trente jours qui suivent l'avis, les prestations acquises et les réserves qui y correspondent à l'employeur qui en avise de suite l'affilié.

§ 3. Par dérogation aux § 1er et 2, le règlement de pension peut prévoir qu'à l'expiration du contrat de travail autrement que par décès ou par mise à la retraite, la prestation de l'affilié est limitée à la partie des cotisations qu'il a versées pour la pension et qui n'a pas été utilisée pour la couverture du risque, majorée d'intérêts de 4,75 % si le travailleur, au moment de l'expiration du contrat de travail, était affilié moins d'un an à la pension complémentaire et qu'il n'a pas transféré à l'organisme de pension de réserves acquises résultant d'une occupation antérieure.

§ 4. L'affilié bénéficie, à l'expiration du contrat de travail autrement que par décès ou par mise à la retraite, d'un droit sans versement de prime à la pension complémentaire auprès de l'organisme de pension de l'employeur chez qui le contrat de travail est venu à expiration.

CHAPITRE IV. — Cessibilité des réserves

Art. 12. § 1er. Si le travailleur change d'employeur et si, un engagement de pension est en vigueur chez le nouvel employeur, les réserves acquises conformément à l'article 10 auprès de l'employeur précédent, peuvent être cédées à l'organisme de pension chargé de l'exécution de l'engagement de pension.

§ 2. L'affilié doit indiquer l'affectation des réserves acquises dans les trente jours qui suivent la communication visée à l'article 11, § 2. Il a le choix entre, soit la cession des réserves acquises à l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel l'affilié a conclu un contrat de travail dans les cas où cet employeur le fait bénéficier d'un engagement de pension, soit la cession de ces réserves à l'un des organismes qui gèrent des pensions extra-légales comme le prévoit l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. Le Roi fixe, sur proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Affaires Economiques, les modalités de cession.

L'affilié qui fait le choix de ne pas transférer les réserves acquises auprès de l'employeur précédent, ou qui laisse expirer le délai visé à l'article précédent, conserve le maintien d'un droit de pension sans versement auprès de l'organisme de pension où les réserves ont été constituées. Les affiliés conservent, le cas échéant, les mêmes règles d'octroi de participations bénéficiaire ou de produit net que les affiliés pour lesquels il n'a pas été mis fin au contrat de travail.

§ 3. Si l'employeur décide de s'adresser à un autre organisme de pension pour le financement de ses obligations de pension, aucune indemnité ou perte de participations bénéficiaires ne peut être mise à charge de l'affilié ni déduite de la valeur actuelle des prestations acquises au moment de la cession.

§ 4. Le règlement de pension fixe les règles pour la détermination des droits de pension lors de l'abrogation du régime de pension complémentaire. Il fixe le mode de calcul des droits de pension de chaque affilié en fonction des réserves présentes au moment de l'abrogation. La répartition des réserves en faveur de la catégorie à laquelle appartient l'affilié, garantit à chaque affilié individuel les prestations acquises qu'il s'est constituées.

§ 5. La modification de l'engagement de pension ne peut en aucun cas entraîner une réduction des prestations ou des réserves acquises de pension d'exercices écoulés. Le Roi fixe, sur proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Affaires Economiques, les modalités de calcul en la matière.

CHAPITRE V. — Participation des travailleurs salariés

Art. 13. § 1er. Le Conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail rend un avis sur les matières suivantes :

- 1° le choix d'un organisme de pension et le transfert vers un autre organisme de pension;
- 2° le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles de ce financement;
- 3° la fixation des réserves et l'établissement annuel de la fiche de pension avec les droits acquis;

§ 2. Na de beëindiging van de arbeidsovereenkomst stelt de werkgever uiterlijk binnen de 30 dagen de pensioeninstelling hiervan in kennis. De pensioeninstelling deelt uiterlijk binnen de 30 dagen na de kennisgeving de verworven prestaties en de hiermee overeenstemmende reserves aan de werkgever mee die de aangeslotene hiervan onmiddellijk in kennis stelt.

§ 3. In afwijking van de §§ 1 en 2 kan het pensioenreglement voorzien dat bij beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering, de prestatie van de aangeslotene beperkt wordt tot het gedeelte van de door hem voor het pensioen betaalde bijdragen dat niet verbruikt werd voor dekking van het risico, vermeerderd met 4,75 % intresten, wanneer de werknemer op het ogenblik van de beëindiging minder dan één jaar bij het aanvullend pensioen was aangesloten en hij uit hoofde van een vorige tewerkstelling geen verworven reserves naar de pensioeninstelling heeft overgedragen.

§ 4. De aangeslotene verkrijgt bij het beëindigen van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering, een premievrije aanspraak op het aanvullend pensioen bij de pensioeninstelling van de werkgever bij wie de arbeidsovereenkomst beëindigd werd.

HOOFDSTUK IV. — Overdraagbaarheid van de reserves

Art. 12. § 1. Indien de werknemer van werkgever verandert en bij de nieuwe werkgever een pensioentoezegging geldt, kunnen de overeenkomstig artikel 10 bij de vorige werkgever verworven reserves worden overgedragen naar de met de uitvoering van de met de pensioentoezegging belaste pensioeninstelling.

§ 2. De aangeslotene dient binnen de 30 dagen na de in artikel 11, § 2 bedoelde mededeling de bestemming aan te geven van de verworven reserves. Hij heeft hierbij de keuze tussen ofwel de overdracht van verworven reserves naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee de aangeslotene een arbeidsovereenkomst sloot in de gevallen waarbij deze werkgever hem een pensioentoezegging verleent, ofwel de overdracht van deze reserves naar één van de instellingen die buitenwettelijke pensioenen beheren zoals voorzien in het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. De Koning stelt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Economische Zaken, de modaliteiten van overdracht vast.

De aangeslotene die ervoor kiest de bij de vorige werkgever verworven reserves niet over te dragen, hetzij de in het vorige lid vastgestelde termijn laat verstrijken, behoudt overeenkomstig artikel 11, § 4, een premievrije pensioenaanspraak bij de pensioeninstelling bij wie de reserves werden opgebouwd. De aangeslotenen behouden, in voorkomend geval, dezelfde toekenningregels van winstdelingen of netto opbrengst als de aangeslotenen waarvoor geen einde aan de arbeidsovereenkomst werd gesteld.

§ 3. Indien de werkgever beslist om naar een andere pensioeninstelling over te gaan voor het financieren van zijn pensioenverplichtingen mag geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen noch ten laste gelegd worden van de aangeslotene, noch van de actuele waarde van de op het ogenblik van de overdracht verworven reserves worden afgetrokken.

§ 4. Het pensioenreglement bepaalt de regels voor de vaststelling van de pensioenrechten bij de opheffing van de aanvullende pensioenregeling. Het stelt de berekeningswijze van de pensioenrechten van elke aangeslotene vast in functie van de op het ogenblik van de opheffing aanwezige reserves. De verdeling van de reserves ten voordele van de categorie waartoe de aangeslotene behoort, waarborgt aan iedere individuele aangeslotene de door hem opgebouwde verworven prestaties.

§ 5. De wijziging van de pensioentoezegging kan in geen geval een vermindering van de verworven prestaties of reserves voor verlopen dienstjaren tot gevolg hebben. De Koning stelt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Economische Zaken, de nadere berekeningsregels terzake vast.

HOOFDSTUK V. — Insprak van de werknemers

Art. 13. § 1. De ondernemingsraad of, bij ontstentenis ervan, het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen geeft advies over de volgende aangelegenheden :

- 1° de keuze van een pensioeninstelling en de overgang naar een andere pensioeninstelling;
- 2° de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele verschuivingen in die financiering;
- 3° de vaststelling van de reserves en de jaarlijkse opgave van de pensioenfiche met verworven rechten;

4° la cession totale ou partielle d'obligations de pension;

5° l'application, l'interprétation et la modification du règlement de pension.

§ 2. Lorsque l'engagement de pension est limité à une partie des travailleurs de l'entreprise, la compétence visée au § 1er est exercée par les membres du conseil ou du comité qui représentent les travailleurs pour lesquels vaut l'engagement de pension, à condition qu'au moins 10 % de ces travailleurs en fassent la demande.

§ 3. A défaut de conseil d'entreprise ou de comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou de conseil ou de comité compétent conformément au § 2, l'employeur doit périodiquement et individuellement informer les travailleurs pour qui vaut l'engagement de pension sur les matières visées au § 1er. Cette communication est toujours préalable à une décision éventuelle quant au fond.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 14. Le contrôle du respect des dispositions de la présente loi est confié à l'Office de contrôle des Assurances.

Art. 15. Sont punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende allant de 1000 à 10000 francs, ou d'une de ces peines seulement, les administrateurs, gérants ou mandataires d'organismes de pension et les employeurs ou leurs mandataires qui font sciemment des déclarations inexactes sur l'application de la présente loi à l'Office de contrôle des Assurances ou à la personne mandatée par lui, ou qui refusent de fournir les informations demandées en application de la présente loi et de ses règlements d'exécution.

Les mêmes sanctions sont applicables aux administrateurs, commissaires, directeurs, gérants ou mandataires des organismes de pension et les employeurs ou leurs mandataires qui n'ont pas satisfait aux obligations leur imposées par la présente loi ou ses règlements d'exécution.

Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris celles du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux délits décrits dans la présente loi.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 16. § 1er. Pour les années de service antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi, les affiliés ne peuvent exiger aucune prestation, ni les réserves correspondantes. Une telle revendication est néanmoins possible si, et dans la mesure où de réserves de pension ont été constituées à cet effet.

§ 2. Le Roi détermine, sur proposition du Ministre des pensions et du Ministre des Affaires Economiques, et après avis de l'Office de Contrôle des Assurances et de la Commission des assurances, créée par l'article 41, § 1er, de la loi du 9 juillet 1975, le mode de calcul de la partie de la réserve de pension qui est attribuée au travailleur salarié concerné.

Art. 17. Le Roi détermine, sur proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Affaires économiques, les modalités selon lesquelles les dispositions de la présente loi sont applicables aux régimes de pension complémentaires et aux engagements de pension existants à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 18. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 1996.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET.

4° de gehele of gedeeltelijke overdracht van pensioenverplichtingen;

5° de toepassing, de interpretatie en de wijziging van het pensioenreglement.

§ 2. Indien de pensioentoezegging tot een deel van de werknemers van de onderneming wordt beperkt, wordt de in § 1 bedoelde bevoegdheid uitgeoefend door de leden van de raad of het comité die de werknemers vertegenwoordigen waarvoor de pensioentoezegging geldt, op voorwaarde dat ten minste 10 % van die werknemers hierom verzoekt.

§ 3. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad of een comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of van een overeenkomstig § 2 bevoegde raad of bevoegd comité, moet de werkgever periodiek en individueel aan de werknemers waarvoor de pensioentoezegging geldt, informatie verstrekken over de in § 1 bedoelde aangelegenheden. Deze mededeling gaat steeds een eventuele beslissing ten gronde vooraf.

HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

Art. 14. De controle op de naleving van de bepalingen van deze wet wordt toevertrouwd aan de Controledienst voor de Verzekeringen.

Art. 15. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 1000 tot 10000 frank, of met één van die straffen alleen worden gestraft, de beheerders, zaakvoerders of lasthebbers van pensioeninstellingen en de werkgevers of hun lasthebbers die over de toepassing van deze wet wetens en willens onjuiste verklaringen afleggen aan de Controledienst voor de Verzekeringen of aan de door hem gevolmachtigde persoon, of die weigeren de ter uitvoering van deze wet en haar uitvoeringsverordeningen gevraagde inlichtingen te verstrekken.

Dezelfde straffen zijn toepasselijk op de beheerders, commissarissen, directeurs, zaakvoerders of lasthebbers van de pensioeninstellingen en de werkgevers of hun lasthebbers die niet hebben voldaan aan de verplichtingen hun opgelegd door deze wet of haar uitvoeringsverordeningen.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven.

HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 16. § 1. Voor de dienstjaren die gelegen zijn voor de inwerkingtreding van deze wet kunnen geen prestaties en overeenstemmende reserves worden geëist door de aangeslotenen. Een dergelijke eis is wel mogelijk indien en in de mate pensioenreserves werden opgebouwd.

§ 2. De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Economische Zaken, en na advies van de Controledienst voor de Verzekeringen en de Commissie voor de verzekeringen, ingesteld bij artikel 41, § 1, van de wet van 9 juli 1975, de berekeningswijze van het aandeel uit de pensioenreserve dat de betrokken werknemer toekomt.

Art. 17. De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Economische Zaken, de modaliteiten overeenkomstig welke de bepalingen van deze wet, vanaf de datum van hun inwerkingtreding, van toepassing zijn op de bestaande aanvullende pensioenregelingen en pensioentoezeggingen.

Art. 18. De bepalingen van deze wet treden in werking op 1 januari 1996.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET.